

la terre et au respect de la dignité humaine et des droits égaux pour tous. Conscients que l'affirmation de ces droits à l'échelle internationale a parfois connu des failles, les Chefs de Gouvernement ont proclamé à nouveau leur volonté de faire progresser le respect des droits de la personne à tous les niveaux: économique, social, culturel, aussi bien que civil et politique. La jouissance et la protection de ces droits est une cause à laquelle le Commonwealth s'est résolument consacré.

35. En raison de l'accumulation des preuves démontrant le mépris incessant du caractère sacré de la vie et la violation massive des droits fondamentaux de l'homme en Ouganda, les Chefs du Commonwealth n'ont d'autre choix que de dénoncer des excès si flagrants qu'ils éveillent l'inquiétude mondiale et exigent des Chefs de Gouvernement une condamnation en termes vigoureux et non équivoques. Conscients que le peuple ougandais fait partie de la grande famille du Commonwealth, les Chefs de Gouvernement espèrent que viendra le jour où le peuple de ce pays pourra de nouveau jouir pleinement des droits fondamentaux de l'homme qu'on lui nie de façon si cruelle aujourd'hui.

Questions économiques

36. Les Chefs de Gouvernement ont passé en revue la situation économique internationale et les progrès de la coopération dans ce domaine. Ils ont constaté avec une vive appréhension que depuis leur dernière rencontre, de nombreux pays en développement ont connu la